



COMPTE RENDU DU COMITE SOCIAL D'ADMINISTRATION LOCAL (CSAL) DU 11 AVRIL 2024

POINTS A L'ORDRE DU JOUR : CE QU IL FAUT EN RETENIR

(rappel: seuls les points "pour avis" donnent lieu à un vote)

Des sujets pas très sexy, il faut le dire, très techniques, et qui ont donné lieu à un festival de sigles et d'acronymes.

Nous allons essayer d'être clairs, succincts et pas trop barbants...

1) Bilan de la 1ère année de fonctionnement du Centre de Gestion Financière (pour information)

Petit rappel : ce Centre de Gestion Financière (CGF) a été créé au 1er juin 2023 à la DRFIP67. Il dépend de la division des Opérations de l'Etat.

Il regroupe les missions exercées jusque là par :

- le Centre de prestations comptables mutualisé (= **CPCM**), pour le compte des ministères de l'Agriculture et de la Transition Ecologique
- un service facturier (= **SFACT**)

Son champ d'intervention :

les actes (dépenses, recettes non fiscales et immobilisations) de toutes les directions départementales interministérielles (**DDI**) de la région Grand Est. Nous aurons la bonté de ne pas vous les citer.

Les postes ont principalement été pourvus par détachement et mise à disposition d'agents des administrations exportatrices.

Cette création s'inscrit dans un mouvement global : **déployer un maximum de CGF sur le territoire**, considéré comme le modèle le plus abouti et efficace, notamment pour diminuer les délais de paiement.

Le bilan qui nous a été présenté de cette 1ère année à la DRFIP67 est très positif, tant au niveau des résultats chiffrés que du ressenti des collègues concernés. Il nous a été précisé qu'à ce jour "*aucun agent arrivé en mise à disposition ou en détachement n'a exprimé le souhait de retourner dans son administration d'origine*". De même, la relation avec les partenaires ordonnateurs (ou services prescripteurs) nous a été présentée comme satisfaisante, notamment du fait d'un accompagnement et d'échanges bilatéraux nourris.

Aucun son de cloche dissonant, donc...

2) Extension au 1er juin 2024 du périmètre de compétence du CGF aux actes de la DREAL et de la DIR (pour avis)

Et puisque ça marche, on continue, évidemment.

Etape suivante : étendre le périmètre d'intervention du CGF aux actes de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (**DREAL**) et de la Direction Interdépartementale des Routes Est (= **DIR Est**).

Une exception : les actes se rapportant aux axes routiers qui seront mis à disposition de la région au 1er janvier 2025 dans le cadre d'une expérimentation. Ca va, on ne vous a pas perdus ?

Sans rentrer dans les calculs savants, et au-delà des propos optimistes qu'on nous a tenus, nous avons été plusieurs à douter de **l'adéquation entre nombre de postes transférés (9) et charge de travail**. Sans compter que, pour l'instant, rien ne nous dit que tous les postes seront pourvus : 4 agents en poste au CPCM rejoindront le CGF ainsi qu'un A qui a été recruté en mai, mais quid des 4 postes restants ?

La direction locale se veut, encore une fois, rassurante : ces postes ont vocation à être pourvus lors du mouvement local, mais si ce n'est pas le cas on pourra recruter des contractuels.

Rassurant, vraiment ?

Solidaires a également relayé les interrogations des agents sur l'extension possible ultérieure du CGF avec intégration du bloc 1 (= Préfectures, pour faire simple). Même s'il est beaucoup trop tôt pour se projeter, le DRFIP n'a pas exclu cette possibilité, avec 1 CGF par bloc.

Conclusion : il reste encore beaucoup d'inconnues. Pour cette raison, **Solidaires a voté CONTRE** cette extension, ainsi que FO et la CFDT. La CGT s'est abstenue. La CFTC a voté POUR.

3) Présentation des missions des référents énergie au sein de la MRPIE du Grand Est (pour information)

La mise en place des référents Energie s'inscrit dans le cadre de la circulaire "Sobriété" du 10 novembre 2022 (voilà, comme ça vous le saurez pour briller dans un dîner chic ou à un oral de concours).

A la DRFIP67, cela s'est traduit par l'arrivée de **2 coordinateurs "énergie"**, positionnés au sein de la Mission Régionale de la Politique Immobilière de l'Etat (= **MRPIE**, donc).

Ingénieurs de formation, leur rôle est de conduire les travaux de nature interministérielle (donc pas qu'à la DRFIP) et d'améliorer la performance du parc immobilier de l'Etat.

Après les acronymes, les traditionnels anglicismes débiles mais aussi les jeux de mots ! Nous avons notamment appris - avec joie - l'existence d'une *Task Force Agile*. "Agile" pour **Agence** de Immobilier de L'Etat.... décoiffant.

Bien sûr, on ne peut qu'être d'accord avec l'amélioration des performances énergétiques de nos bâtiments. A voir quelles seront les prescriptions faites... et les déclinaisons concrètes.

Arrêter de chauffer les archives ou éteindre la lumière en sortant, c'est bien, mais pas suffisant.

La question fondamentale reste **l'isolation thermique des immeubles**, question épineuse quand il s'agit, par exemple, des sites de la Neustadt à Strasbourg, classés au patrimoine historique ...

Solidaires en a profité pour rappeler au responsable de la politique immobilière de l'Etat que nous attendions la réparation rapide des **malfaçons des travaux de la Cité Administrative**, qui touchent notamment les personnels de la médecine du travail et des services sociaux, mais aussi tous les collègues qui s'y rendent pour consultation.

4) Questions diverses

EN BREF :

- **la semaine EN 4 jours** (et non de 4 jours, nuance qui a son importance) : certaines directions locales ont commencé à communiquer sur le sujet. La DRFIP67 a fait un choix différent et assumé : celle d'attendre une harmonisation au niveau national pour communiquer localement.

En tout état de cause, les expérimentations seront bien lancées, sur la base du volontariat et la DRFIP 67 compte y participer, même si rien n'est arrêté à ce stade.

Motif invoqué : " *quand il y a une expérimentation c'est toujours bien d'en faire partie car notre avis ne dépendra pas de celui des autres*".

Pour info : Solidaires, au niveau national, a demandé une réunion de cadrage national sur la mise en place de cette expérimentation de la semaine en 4 jours à la DGFIP. Demande pour l'instant sans réponse de la DG...

Soyez sûrs que nous vous livrerons au fur-et-à-mesure nos analyses, explications et points de vigilance sur le sujet, **mais sur une base solide**.

- **LE sujet qui fâche : le pont du 10 mai**. La Trésorerie du SDEA et la Paierie Régionale seront fermées puisque les structures qui les accueillent le seront.

Pour les autres, la disparité des situations et la souplesse qui sera accordée... ou pas, risque de faire grincer des dents.

Et toujours ce débat sur la notion de service minimum, à géométrie variable selon l'humeur et les services...

- les suites de **la fiche de signalement faite par la Trésorerie Hospitalière de Bischwiller**, dont les relations avec l'hôpital de Haguenau étaient plus que tendues :

le DRFIP a rencontré le responsable en novembre 2023, pour tenter d'entamer un dialogue plus constructif. On avance, mais pas encore gagné...

- Solidaires a demandé la **mise à jour dans Ulysse 67 de la rubrique "acteurs de prévention"** (une des plus utiles à notre humble avis...), totalement obsolète depuis 2020... Ce sera fait.

PROCHAIN CSAL : vendredi 14 juin 2024

Si vous souhaitez plus de précisions sur les points évoqués ci-dessus, n'hésitez pas à contacter les représentants de Solidaires qui y ont participé :

Alain SCHMIDT, Candice VINCKEL, Véronique WAGNER, Antoine DIDIERLAURENT,

